

# Liste de soutien à la candidature de la lutte contre le sida au titre de grande cause nationale pour 2005

*Conscients de l'urgence de la situation face au désintérêt suicidaire de nos concitoyens dans la lutte contre le sida, une forte mobilisation au sein du monde politique et associatif a vu le jour pour appuyer la proposition faite par l'association Elus Locaux Contre le Sida, de faire de la lutte contre le sida une grande cause nationale en 2005.*

## Le Premier ministre

Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre ;

## Le président du Sénat

Christian PONCELET, président du Sénat ;

## Le président de l'Assemblée nationale

Jean-Louis DEBRE, président de l'Assemblée nationale ;

## Des ministres :

Michel BARNIER, ministre des affaires étrangères, Xavier DARCOS, ministre délégué à la coopération, au développement et à la francophonie, Renaud DONNEDIEU de VABRES, ministre de la culture et de la communication, Philippe DOUSTE-BLAZY, ministre de la santé et de la protection sociale, Renaud DUTREIL, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Nicole GUEDJ, secrétaire d'Etat aux droits des victimes, Jean-François LAMOUR, ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative, Hamlaoui MEKACHERA, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Renaud MUSELIER, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Nicolas SARKOZY, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie;

## Des parlementaires et responsables politiques :

Eddie AÏT, conseiller régional d'Ile-de-France (PRG), Jean-Paul ALDUY, sénateur-maire de Perpignan (UMP), Michel ALLEX, maire de Chalon-sur-Saône (UMP), Jean-Yves AUTEXIER, sénateur de Paris (MRC), Jean-Marc AYRAULT, député-maire de Nantes (PS), Roselyne BACHELOT-NARQUIN, ancien ministre, députée européenne (UMP), Dr Michèle BARZACH, ancien ministre, Florence BERTHOUT, conseillère de Paris (UMP), Michèle BLUMENTHAL, maire du XIIème arrondissement de Paris (PS), Pierre-Joël BONTE, président du conseil régional d'Auvergne (PS), Josette BOREL-LINCERTIN, conseillère régionale de Guadeloupe (PS), Nicole BORVO, sénatrice de Paris (PCF), Bruno BOURG-BROC, député-maire de Châlons-en-Champagne (UMP), Arlette BRAQUY, conseillère du XXème arrondissement de Paris (UMP), Marie-Georges BUFFET, ancien ministre, députée de la Seine-Saint-Denis (PCF), Frédérique CALANDRA, adjointe au maire de Paris, conseillère de Paris (PS), Nicole CHAPEL, conseillère régionale d'Ile-de-France, adjointe au maire de Melun (UMP), Liliane CAPELLE, conseillère Paris (MRC), Anne-Marie COMPARINI, députée du Rhône (UDF), Roxane DECORTE, conseillère de Paris (UMP), Bertrand DELANOË, maire de Paris (PS), Michel DELEBARRE, ancien ministre, député-maire de Dunkerque (PS), Harlem DESIR, député européen (PS), Laurent DOMINATI, conseiller de Paris (UMP), Françoise DORIATH, conseillère du XIIème arrondissement de Paris, Julien DRAY, député de l'Essonne (PS), Philippe DUCLOUX, conseiller régional d'Ile-de-France, 1er adjoint au maire du XIème arrondissement de Paris (PS), Eric FERRAND, conseiller régional d'Ile-de-France, adjoint au maire de Paris (MRC), Luc FERRY, ancien ministre, Guy FISCHER, sénateur du Rhône (PCF), André FLAJOLET, député du Pas-de-Calais (UMP), Philippe FOLLIOU, député du Tam (UDF), Jean-Paul FOURNIER, maire de Nîmes (UMP), René GALY-DEJEAN, député-maire du 15ème arrdt de Paris (UMP), Jean-Claude GAUDIN, ancien ministre, sénateur-maire de Marseille (UMP), Catherine GENISSON, députée du Pas-de-Calais (PS), Dominique GILLOT, ancien ministre, maire d'Eragny-sur-Oise (PS), Christophe GIRARD, adjoint au maire de Paris, conseiller de Paris (Verts), Claude GOASGUEN, ancien ministre, député de Paris (UMP), Françoise GROSSETÊTE, députée européenne (UMP), Daniel GUERIN, conseiller régional d'Ile-de-France (MRC), Sylvie GUILLAUME, adjointe au maire de Lyon (PS), Anne HIDALGO, 1ère adjointe au maire de Paris, conseillère de Paris (PS), François HOLLANDE, député-maire de Tulle (PS), Jean-Paul HUCHON, président du conseil régional d'Ile-de-France (PS), Michel HUNAULT, député de Loire-Atlantique (UMP), Halima JEMNI, conseillère régionale d'Ile-de-France, conseillère de Paris (PS), Maryse JOIS-SAINS-MASINI, députée-maire d'Aix-en-Provence (UMP), Dominique JUILLOT, député-maire de Mercuray (UMP), Alain JUPPE, ancien Premier ministre, député-maire de Bordeaux (UMP), Roger KAROUTCHI, sénateur des Hauts-de-Seine (UMP), Fabienne KELLER, maire de Strasbourg (UMP),

*Nous souhaiterions remercier les très nombreuses personnalités qui soutiennent cette initiative, qu'elles soient issues du monde associatif ou politique, de droite comme de gauche, et qui s'engagent ainsi, avec l'association Elus Locaux Contre le Sida, dans ce combat pour la vie face au sida, maladie toujours obstinément mortelle !*

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, députée de l'Essonne (UMP), Brigitte KUSTER, conseillère de Paris (UMP), André LABARRERE, ancien ministre, sénateur-maire de Pau (PS), Jack LANG, ancien ministre, député du Pas-de-Calais (PS), Jean-Pierre LECOQ, maire du VIème arrondissement de Paris, conseiller de Paris (UMP), Jean-Claude LEFORT, député du Val-de-Marne, président du groupe d'études sur le sida à l'Assemblée nationale (PCF), Pierre LEL-LOUCHE, député de Paris (UMP), Bruno LE ROUX, député de Seine-saint-Denis (PS), Alain LHOSTIS, adjoint au maire de Paris, chargé de la santé et des relations avec l'AP-HP (PCF), Lionel LUCA, député des Alpes Maritimes (UMP), Thierry MARIANI, député-maire de Valréas (UMP), Henriette MARTINEZ, députée des Hautes-Alpes (UMP), Noël MAMERE, député-maire de Bègles (Verts), Jacques MELLICK, ancien ministre, maire de Béthune (PS), Gérard ONESTA, député européen (Verts), Francis PARNY, conseiller régional d'Ile-de-France (PCF), Valérie PECRESSE, députée des Yvelines (UMP), Jacques PELLETIER, ancien ministre, ancien médiateur de la République, sénateur de l'Aisne (RDSE), Claude PERNES, conseiller régional d'Ile-de-France, maire de Rosny-sous-Bois (UDF), Jean-Vincent PLACE, conseiller régional d'Ile-de-France (Verts), Josselin de ROHAN, sénateur du Morbihan (UMP), Bernard POIGNANT, député européen (UMP), Serge POINSOT, maire de Vigneux-sur-Seine (UMP), Tokia SAÏFI, ancien ministre, députée européenne (UMP), André SANTINI, ancien ministre, député-maire d'Issy-les-Moulineaux (UDF), Michel SAPIN, ancien ministre, président du conseil régional du Centre (PS), Marielle de SARNEZ, députée européenne (UDF), Georges SARRE, ancien ministre, maire du XIème arrondissement de Paris (MRC), Gilles SAVARY, député européen (PS), Lucien TAIEB, délégué auprès de la mairie du XXème arrondissement, Christiane TAUBIRA, députée de Guyane (PRG), Jean TIBERI, ancien ministre, député-maire du Vème arrondissement de Paris (UMP), Richard TIBERINO, conseiller général du Gard, adjoint au maire de Nîmes (UMP), Catherine TRAUTMANN, ancienne ministre, députée européenne (PS), Paul VERGES, président du conseil régional de la Réunion (PCF), Dominique VERSINI, ancien ministre, conseillère régionale d'Ile-de-France (UMP), Michèle VOISIN, adjointe au maire de Saint-Laurent du Var (UMP), Pierre-André WILTZER, ancien ministre (UMP), Emile ZUCCARELLI, ancien ministre, député-maire de Bastia (PRG) ;

## Des responsables associatifs et médicaux :

Didier ARTHAUD, président de l'UNALS et président-fondateur de Basiliade, Luc BARRUET, directeur fondateur de Solidarité Sida, Pierre BERGE, président d'Ensemble Contre le Sida (ECS-Sidaction), Pierre BERTON, président de l'association Habitat et Soins et ARCAT, Jean-Marc BITHOUN, président d'Actions traitements, Jean-Marc BORELLO, délégué général du groupe SOS, Dominique BOREN, co-président du Centre Gay et Lesbien, Claire BOUGARAN, présidente de Dessine-moi un mouton, Camille CABRAL, directrice du PASST, Claude CHANTEREAU, co-président du Centre Gay et Lesbien, Pascal COLIN, président de la FNH-VIH Antoine DE CAUNES, président d'honneur de Solidarité Sida, Christian DOUBRERE, président du Kiosque Info Sida, Pauline DUROT, présidente d'ISC SOLIRACE, Jean-Pierre GALAUP, directeur de l'association AIDES Ile-de-France, Dr Didier JAYLE, président de la MILDT, Pr Michel KAZATCHKINE, directeur de l'ANRS, Christian LAINE, directeur du groupe associatif Réalise, Dr Jacques LEBAS, ancien président de Médecins du Monde, Franck MARTIN, coordinateur ENMP France, Jérôme MARTIN, président de Act up, Myriam MERCY, présidente d'Orphelins-Sida-International, Bernard PISSARO, président du Bus des femmes, Jean-Régis PLOTON, directeur de Autres Regards, Line RENAUD, vice présidente déléguée d'Ensemble Contre le Sida (ECS-Sidaction), Geneviève RETORNAZ, présidente de l'ALS, Jean-Luc ROMERO, président d'Elus Locaux Contre le Sida, vice-président du CRIPS Ile-de-France, Pr Willy ROZENBAUM, président du Conseil National du Sida (CNS), Bernadette RWÉGERA, directrice d'Ikambere, Eric SEROUL, président d'A.R.A.P. Rubis, Dominique TARDIVEL, président d'Espoir Goutte d'Or, Christian SAOUT, président d'AIDES, SHEILA, présidente d'honneur d'ELCS, Amédée THEVENET, président de Sida Info Service, Antonio UGIDOS, directeur du CRIPS Ile-de-France, Anne VANET, présidente de Sol en Si, Didier VILLARD, directeur de l'A.J.A.C.

# ACTUALITÉS - ACTUALITÉS - ACTUALITÉS

## Premiers résultats du dispositif de notification obligatoire de l'infection à VIH

(source : Institut de veille sanitaire – juin 2004)

En France, la notification des cas de sida, obligatoire depuis 1986, constituait la base de la surveillance de l'épidémie de VIH/sida. L'introduction en 1996 des traitements antirétroviraux a modifié non seulement le pronostic et la prise en charge de l'infection à VIH, mais aussi la pertinence de la seule notification des cas de sida comme outil de surveillance. En effet, l'évolution du nombre de cas de sida a progressivement cessé de refléter la dynamique de l'épidémie, pour devenir un indicateur d'absence ou de retard au dépistage.

La mise en œuvre au mois de mars 2003 du dispositif de notification obligatoire du VIH pallie ce manque. Associé à un test d'infection récente - dont l'utilisation à l'échelle nationale est unique au monde - et à la surveillance des sous-types viraux (1), celui-ci constitue désormais la pierre angulaire de la surveillance épidémiologique et permettra de mieux suivre la dynamique de l'infection à VIH. Ainsi on pourra sur la base d'informations plus précises et plus réactives mieux adapter les politiques de prévention et de lutte contre la maladie.

Le nouveau dispositif a par ailleurs permis de renforcer la protection de la vie privée des personnes en introduisant une double anonymisation des données. Il implique à la fois les médecins de ville et hospitaliers ainsi que l'ensemble des biologistes. Cependant, les logiques de préservation de la vie privée et d'obtention de données les plus

exhaustives possibles ne sont pas aisément compatibles ; l'analyse et l'interprétation des données s'en trouvent parfois limitées.

[...] Au 30 septembre 2003, 1.301 notifications correspondant à des nouveaux diagnostics d'infection ont été analysées.

Les femmes représentent 43 % des nouveaux diagnostics d'infection à VIH. L'âge moyen au moment du diagnostic est de 37 ans (34 ans chez les femmes et 39 ans chez les hommes).

En 2003, la contamination par rapports homosexuels représente 27% des nouveaux diagnostics, l'usage de drogue 4% et la contamination par rapports hétérosexuels concerne plus de la moitié des nouveaux diagnostics. L'épidémie chez les hétérosexuels touche largement la population d'Afrique subsaharienne, puisque près d'une personne hétérosexuelle sur deux est de nationalité d'un pays d'Afrique subsaharienne. Les femmes représentent 60 % des nouveaux diagnostics parmi les personnes contaminées lors de rapports hétérosexuels.

La majorité des nouveaux diagnostics d'infection à VIH en 2003 concerne des personnes ne présentant pas de signes cliniques de la maladie (53 %). Néanmoins le stade clinique au moment du dépistage varie sensiblement selon le mode de contamination.

Seuls 5% des patients ont refusé la surveillance virologique. Les premiers résultats des tests d'infection récente indiquent que la

proportion de personnes récemment infectées varie fortement selon l'âge, le mode de contamination et la nationalité. De nouvelles contaminations continuent de se produire parmi les personnes tant homosexuelles qu'hétérosexuelles, bien qu'en proportions différentes : 58 % des nouveaux diagnostics chez les homosexuels sont des infections récentes, 32 % pour les hétérosexuels. Enfin, par rapport aux résultats d'études plus anciennes, l'identification des sous types viraux indique une circulation plus élevée du sous-type non B du VIH-1 parmi la population hétérosexuelle.

Ces premiers résultats montrent que la transmission sexuelle est le mode de contamination prédominant en France en 2003, touchant principalement les hommes de nationalité française contaminés par rapports homosexuels et les femmes contaminées par rapports hétérosexuels. La population des femmes originaire d'Afrique subsaharienne est particulièrement touchée. En revanche les infections liées à l'usage de drogues injectables sont peu fréquentes.

Les premiers résultats de la surveillance virologique suggèrent une transmission active du VIH dans la population homosexuelle et confirment que les sous-types non-B circulent de façon importante dans la population hétérosexuelle en France.

(1) La surveillance virologique (test d'infection récente et identification des sous-types de virus) repose sur le consentement du patient obtenu par le médecin déclarant au moment de la notification.

*Si vous souhaitez soutenir personnellement cette proposition, vous pouvez écrire au Premier ministre et au Président de la République. Nous vous serions alors reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir une copie de votre lettre.*



## Présentation officielle des actes des Huitièmes états généraux d'Elus Locaux Contre le Sida

Le lundi 26 avril dernier, dans les prestigieux locaux de la Sorbonne, à Paris, le président d'ELCS, entouré de plusieurs membres du bureau de l'association, a présenté la nouvelle édition des Actes, reprenant les interventions et les débats qui se sont déroulés lors des Huitièmes états généraux de l'association qui se sont tenus à l'Assemblée nationale, le 15 novembre 2003.

Au cours de cette conviviale réception, organisée avec le généreux soutien du rectorat de Paris, nous pouvions apercevoir, outre, naturellement, notre hôte, le

recteur Maurice Quenet, de nombreuses personnalités du monde politique, dont la secrétaire d'Etat chargée du droit des victimes, Mme Nicole Guedj, ainsi que beaucoup de représentants du monde associatif, soulignant par leur présence l'importance du rôle joué par Elus Locaux Contre le Sida dans la lutte contre cette terrible pandémie.

Lors de son intervention, le recteur Maurice Quenet a souligné l'importance qu'ont les services de l'éducation nationale dans la prévention et la lutte contre le sida l'homophobie, la sérophobie et la

transphobie chez les jeunes générations. Il a également rappelé que, très sensible à ces questions, il était naturellement disposé à relayer certaines initiatives des associations.

Quant à Jean-Luc Romero, président de ELCS, il a souligné combien il était important – et c'est le combat qu'il mène depuis plus d'une année – que le sida soit déclaré, en 2005, grande cause nationale. Ce qui devrait être le cas, après les assurances qui lui ont été récemment données par le Premier ministre, M. Jean-Pierre Raffarin.

## « L'éducation à la sexualité : une nécessité dans la lutte contre le sida »

par Monsieur Maurice Quenet, Recteur de l'Académie de Paris, Chancelier des Universités de Paris

Dans le cadre de l'éducation à la santé, l'école a adopté, depuis un peu plus de dix ans, une politique volontariste pour la prévention du Sida et des maladies sexuellement transmissibles.

Dans l'académie de Paris, la montée en puissance du nombre des actions menées sur ces thèmes est significative : de 100-200 par an, dans les années 1990, on est passé à 800-900 actions par an, dans les années 2000. En 2002-2003, ce sont 19.335 élèves qui ont pu ainsi bénéficier d'une de ces séances d'information qui peuvent prendre des formes très diverses, conférence-débat, exposition, théâtre-forum, groupe de réflexion et même jeu de rôle et concours.

Ce travail d'information et d'interpellation des élèves est réalisé en partenariat avec des organismes publics et des associations à l'engagement desquels je veux rendre hommage : parmi les organismes publics, le Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida d'Ile-de-France et l'Equipe Mobile d'Information et de Prévention Santé du département de Paris se distinguent par la qualité de leurs interventions ; parmi les associations, Entrée de jeu et Le Kiosque sont également très appréciées.

Ce travail de prévention est d'autant plus précieux qu'il conduit, le plus souvent, les intervenants à s'interroger, avec les élèves, sur tous les aspects de la sexualité. Ainsi est évité le risque, bien réel pour des adolescents soucieux de conjuguer intimité et liberté, que la prévention n'apparaisse comme l'adversaire de la sexualité.

Il convient d'approfondir toujours davantage cette interrogation en développant,

dans tous les établissements scolaires, une véritable culture de l'éducation à la sexualité et à la vie. Cette éducation doit tenir compte, dans une progression pédagogique maîtrisée, de la spécificité de la vie sexuelle des adolescents, caractérisée par l'irrégularité et l'imprévisibilité. Depuis deux ans et demi, l'Education nationale s'est résolument engagée dans



cette voie. Le but est de sensibiliser et de faire participer, de manière cohérente, à ce projet éducatif l'ensemble des équipes pédagogiques des collèges et des lycées. A cet effet, des documents pédagogiques très complets, associant les dimensions biologique, psychoaffective, sociologique et éthique de la sexualité humaine, seront diffusés auprès de l'ensemble des personnels enseignants et non enseignants à partir de la rentrée 2004. L'horizon de cette démarche est de donner aux adolescents le sens de l'autonomie et de la responsabilité dans leur

approche de la sexualité, ce qui engage, bien sûr, leur capacité à prévenir, pour eux-mêmes et pour les autres, les risques. La tâche n'est pas facile, pour de nombreuses raisons, que les spécialistes connaissent bien. Une de ces raisons, qui ne peut que préoccuper toute personne responsable, est que la prise de risques peut constituer un choix pour de nombreux jeunes qui agissent en connaissance de cause.

Lutter contre cette dangereuse illusion doit être une des priorités de l'éducation à la sexualité. Cela suppose que nous associations étroitement notre attachement commun à la liberté, ainsi qu'à l'exigence du respect de soi et du respect des partenaires.

Un grand progrès sera réalisé lorsque les jeunes dont nous avons la charge auront acquis, non seulement la connaissance des risques infectieux mais aussi la conscience que l'épanouissement personnel, dans la vie sexuelle comme ailleurs, passe par le respect d'autrui, la confiance partagée et la reconnaissance que certaines limites sont finalement riches de promesses. Tandis que le vertige de l'excitation permanente conduit à l'auto-destruction. Avec une telle conscience, l'idée de responsabilité prendra tout son sens.

En relayant avec force et conviction un tel discours, les personnels de l'Education nationale peuvent contribuer très sensiblement à rendre l'entrée dans la vie sexuelle plus sereine et plus sûre sans perdre aucun des attraits de la découverte, et sans oublier que le sentiment est une dimension essentielle.

## “Pourquoi faire de la lutte contre le sida une grande cause nationale en 2005?”

par Monsieur Jean-Luc Romero,

Président d'Elus Locaux Contre le Sida, conseiller régional d'Ile-de-France

40 millions de personnes sont contaminées, dans le monde, par le VIH. En France, entre 130.000 et 150.000 de nos concitoyens vivent avec le sida. Paradoxalement, un désintérêt total entoure la progression inexorable de ce virus obstinément mortel et toujours plus affamé de vies innocentes. Nos politiques de prévention semblent en échec car 4 à 6.000 Français sont toujours contaminés, chaque année, par le sida. Les connaissances sur ce virus s'effondrent à tel point que près de 25 % des Franciliens pensent qu'on peut être contaminé par une simple piqûre de moustique. Ils n'étaient que 14 % à le croire en 1994. Conséquences dramatiques de cette baisse des connaissances sur cette maladie, les contaminations s'accroissent et la syphilis - maladie qui avait quasiment disparu - fait un édifiant et terrible retour. La tolérance vis-à-vis des personnes séropositives est aussi en régression.

Dans ce climat de démobilisation et face à cette sous-information dramatique, il faut redonner un nouvel élan à la lutte contre le sida au risque, en cas d'abstention, d'assister impuissant à une catastrophe sanitaire annoncée et aujourd'hui inéluctable.

La plus spectaculaire des mesures à prendre pour freiner l'avancée de ce virus, et sans doute une des plus efficaces, serait de déclarer la lutte contre le sida grande cause nationale en 2005. Le sida ne l'a plus été depuis 1987, c'est-à-dire depuis 17 ans, quand Jacques CHIRAC,



alors chef du gouvernement et Michèle BARZACH bravaient courageusement Jean-Marie Le Pen qui voulait interner les sidaïques dans des sidatoriums.

Faire du sida une grande cause

nationale en 2005 permettrait la mise en place de grandes campagnes de sensibilisation et d'information. Cela permettrait de montrer la réalité du sida aujourd'hui, de la maladie et des malades.

Plus encore que cette mission d'information, base essentielle et indispensable de toute politique de prévention efficace, déclarer la lutte contre le sida grande cause nationale en 2005 serait interprété comme un geste très fort de l'Etat et irait dans le sens du souhait émis par le Président de la République lors de sa réélection en mai 2002.

La plupart des associations de lutte contre le sida, de nombreuses personnalités politiques de toutes tendances ont manifesté leur soutien à cette candidature, prenant ainsi acte de l'inquiétant contexte de démobilisation eu égard à l'augmentation des cas de sida.

Il est de notre devoir, responsable politique, militant associatif, journaliste, médecin ou citoyen de rappeler que le sida nous concerne tous et surtout qu'il reste, plus de 20 ans après son apparition, une maladie obstinément mortelle, qui se soigne aussi et incontestablement par la politique.

### SOMMAIRE

Faire de la lutte contre le sida une grande cause nationale en 2005 ....	1
Liste de soutien .....	2
Actualités .....	3
L'éducation à la sexualité : une nécessité dans la lutte contre le sida ..	4
Présentation officielle des actes des 8 <sup>èmes</sup> Etats généraux.....	4

Directeur de la publication :  
Jean-Luc ROMERO  
Secrétariat de rédaction :  
Bastien VIBERT-VICHET

Diffusion : 8000 exemplaires  
Imprimerie ARLYS - 01.34.53.62.69

Merci aux partenaires d'ELCS :



RÉGION  
NORD  
PAS DE CALAIS

